



COMMUNIQUÉ DE
PRESSE

26 juin 2026

M. SAMZUN REFUSE L'ÉTUDE ÉPIDÉMIOLOGIQUE

Lors du conseil municipal de vendredi 26 juin, notre groupe d'élus a présenté un vœu (à retrouver en annexe de ce communiqué) pour **exiger de l'Etat la poursuite des études spécifiques sur la santé des habitants sur le bassin de Saint-Nazaire**. Cela fait écho à la publication des résultats de l'étude de zone diffusés au début du mois de juin et au **refus de l'Etat de mener d'autres études spécifiques** au bassin de Saint-Nazaire, en particulier le refus de mener **une étude épidémiologique ou une étude d'imprégnation**.

Comme nous l'avons dit lors du conseil municipal, la majorité nous a proposé des **amendements, que nous avons refusé car la demande explicite d'étude épidémiologique était absente**.

Notre vœu a été soumis au vote et **les élus de la majorité ont voté contre**. Il est désormais clair et limpide que **M. le Maire et son équipe s'opposent à la réalisation d'une étude épidémiologique**. La vérité éclate enfin.

Cette opposition est **irresponsable** au regard des enjeux de santé publique de notre territoire. Nous **dénonçons un manque de courage et de volonté politique de regarder la réalité en face**.

Le Forum organisé le 30 mai dernier par la CGT et les organisations environnementales du bassin nazairien, auxquels ont participé nombres de riverain.es, travailleur.euses, chercheur.euses et professionnels de la santé professionnelle **a permis de porter cette exigence d'étude épidémiologique à l'échelle du bassin**.

Les citoyen.nes et les salarié.es du bassin **veulent connaître l'étendue, les sources, les causes et les effets des pollutions** auxquels ils sont exposé.es à la vie comme au travail.



COMMUNIQUÉ DE
PRESSE

26 juin 2026

M. SAMZUN REFUSE L'ÉTUDE ÉPIDÉMIOLOGIQUE

Nous leur devons cette **transparence** et devons leur garantir **le pouvoir d'agir** pour protéger leur santé au lieu de mettre sous le tapis un potentiel scandale sanitaire dont on ne saurait l'origine. Face à une telle situation nous **sommes tout.es responsables et victimes à la fois**, nous devons permettre aux professionnel.les de santé, chercheur.euses, de travailler et proposer des **plans d'actions pour la santé et le bien-être de tou.tes**.

Nous avons fait de la **santé environnementale** un axe prioritaire de notre campagne pendant les élections municipales et **avons formulé plusieurs mesures en ce sens dans notre programme**. Nous réitérons notre **volonté sans relâche** et nous ne lâcherons pas ce combat, tant que l'Etat ne s'engagera pas à réaliser ces études. **Nous le devons aux habitants, habitantes, travailleurs, travailleuses, riverains et riveraines, exposés à ces pollutions ainsi qu'aux syndicats et associations mobilisés de longue date sur ce sujet.**